

Services risques et installations classées
de Paris et des Hauts de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92 013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 21/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEGRO GOBELINS

105 rue des Gobelins
75013 Paris

Code AIOT : 0007404132

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement SEGRO GOBELINS implanté 105 rue de Tolbiac 75013 Paris. L'inspection a été annoncée le 23/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection dans le cadre du suivi de la phase travaux pour la remise en conformité de l'entrepôt de la gare de Gobelins.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEGRO GOBELINS
- 105 rue des Gobelins 75013 Paris
- Code AIOT : 0007404132
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation exploitée est un entrepôt soumis à autorisation et classé à la rubrique 1510 au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le site est actuellement en rénovation pour une remise aux normes totales de l'entrepôt, ce qui explique certaines mesures compensatoires mises en place durant la phase travaux. La fin des travaux est prévu pour 2025.

Thème de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
3	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Sans objet
4	Dispositions préventives	Arrêté Préfectoral du 26/10/1992, article Point 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués sont positifs, l'inspection des installations classées a constaté que les mesures compensatoires proposées par l'exploitant et validées par la BSPP (sous réserve de leur application), étaient bien appliquées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">• 1° Surface maximale des îlots au sol: 500 m²• 2° Hauteur maximale de stockage: 8 mètres maximum• 3° Largeurs des allées entre îlots: 2 mètres minimum.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le dernier occupant (CVT) était parti. L'exploitant a indiqué que cet occupant était parti le 02/05/2024. L'entrepôt est désormais vide de ses locataires et les travaux sont en cours. Aucun stockage n'est fait au sein de l'entrepôt. Le matériel nécessaire aux travaux est rassemblé dans une cellule temporaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir ($> 60 \text{ m}^3/\text{h}$ durant 2 h), alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de $60 \text{ m}^3/\text{h}$ durant deux heures.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les moyens de lutte contre l'incendie dimensionnés pour la phase travaux étaient bien mis en action, à savoir des RIA qui ont été vérifiés le 17/07/2024.</p> <p>Les anciens équipements de défense contre l'incendie ont été déposés tel qu'indiqué dans le porté à connaissance décrivant la phase travaux. L'exploitant a indiqué qu'il lui restait un réseau de sprinklage à démanteler.</p> <p>L'inspection a également constaté que le site disposait de 4 accès pompiers et qu'ils étaient libres et accessibles.</p> <p>Tous les moyens de lutte contre de l'incendie dimensionnés pour la phase exploitation seront remis aux normes après la phase travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;- les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
Constats : <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant mettra à jour son plan de défense incendie à l'issue de la phase travaux. Un plan d'opération interne sera également élaboré.</p> <p>Durant la phase travaux, l'exploitant a mis en place une organisation pour la surveillance : contrôle des accès (PC Sécurité 7/7-24/24) avec le personnel formé (Jour = 3 agents SSIAP niveau 2 + 1 Agent SSIAP niveau 1 / Nuit = 2 agents SSIAP niveau 2 + 1 Agent SSIAP niveau 1) assurant la</p>

protection anti-intrusion selon contrat établi par SEGRO Gobelins.
Le site est sous vidéosurveillance permanente au poste de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions préventives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/1992, article Point 21
Thème(s) : Risques accidentels, Phase de travaux
Prescription contrôlée : Dans le cas de travaux par points chauds, les mesures suivantes seront prises : <ul style="list-style-type: none"> • aspiration des poussières dans la zone de travail avant le début des travaux ; • délivrance d'un permis feu par le responsable du service de sécurité et prévention pour une durée précise avec fixation de consignes particulières ; • contrôle de la zone d'opération 2 heures au moins après la cessation des travaux.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant utilisait un système d'arrosage pour limiter les poussières au sein de l'entrepôt. Des permis feux sont délivrés pour chaque intervention par point chaud, lesquels ont été constatés par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite